

[Texte]

RCMP held a major international conference in 1990 on the future of policing, which he entitled Crime Prevention. It came up with a series of recommendations. I can only assume that he would be a strong supporter in seeing major changes to the RCMP act to clarify the role of policing and contributing to prevention.

There are other pieces of legislation. I've mentioned the building code, I've mentioned social housing. But of course one that is missing from here is the mandate of a federal ministry in relation to prevention. The various hearings that were organized by Herbert Marx in Quebec in the mid-1980s led to changes in the Solicitor General's Act (Quebec). Quebec now has a Minister for Public Safety and Security, Claude Ryan, who also happens to be the Minister of Municipal Affairs.

I think it's no accident that a minister of municipal affairs, a minister of public safety and security, who incidentally happened to have some opinion polls that said this is what the public really wants, has set up the most significant round table anywhere in the world trying to deal with recommendations on the crime issue. That round table is sitting at the moment. It is expected to make recommendations some time this April.

To come back to legislation, there is obviously an issue as to where crime prevention sits at the federal level, who has clear responsibility at the moment—it's the Department of Justice, but it's not all that visible. There is no Assistant Deputy Minister, for instance, in the Department of Justice responsible for prevention. I think there is a need to do what the Australians have done and what many other countries have done and identify a minister who is clearly responsible for prevention.

• 1035

I have listed a series of items that are covered in more detail in my written brief. I would just like to highlight a few of them.

First of all, I think it is very important we have some sort of permanent crime prevention structure at the national level that gives leadership and promotion and makes recommendations on general and specific policies.

Undoubtedly, we need much more research development, moral projects and evaluation. I think it is nothing short of shameful that Canada has been an importer and only an importer of research and development in this area. Our country prides itself on community safety, with the RCMP as its national symbol. That clearly differentiates us from the Americans and brings us together. It is nothing short of shameful that we do not have any significant research and development and evaluation in the prevention area.

Obviously, we also need public participation, but the public is in many ways ahead of the government. Perhaps we need government participation with the public so the government can realize the importance of prevention.

[Traduction]

semblable. Il ne faut pas oublier que le commissaire actuel de la GRC a tenu en 1990 une grande conférence internationale sur l'avenir des forces de l'ordre, dont le thème était la prévention du crime. Il en est ressorti toute une gamme de recommandations. Je ne peux que présumer que vous appuierez fermement des modifications majeures à la loi sur la GRC pour que le rôle de cette dernière soit précisé sur le plan des services policiers comme sur le plan de la prévention.

Il y a d'autres dispositions législatives également et j'ai cité le code du bâtiment comme les lois sur les logements sociaux. On sait cependant que cela ne fait pas partie du mandat fédéral sur le plan de la prévention. Les diverses audiences organisées par Herbert Marx au Québec vers 1985 ont abouti à la modification de la loi concernant le procureur général du Québec. La province de Québec a désormais un ministre de la Sécurité publique, en la personne de Claude Ryan, qui est en même temps ministre des Affaires municipales.

Ce n'est donc pas par hasard qu'un ministre des affaires municipales et ministre de la sécurité publique, conscient des sondages d'opinions révélant que le grand public préconisait la prévention, ait réuni une table ronde d'une envergure jamais vue au monde pour tâcher de trouver des recommandations utiles en matière de criminalité. Cette table ronde siège actuellement. Elle doit faire ses recommandations au mois d'avril prochain.

Revenons aux dispositions législatives. Qui pour l'instant en a la responsabilité? C'est le ministère de la Justice, mais ce n'est pas du tout évident. Par exemple, il n'y a pas de sous-ministre adjoint responsable de la prévention au ministère de la Justice. Je crois qu'il faudrait, à l'instar des Australiens et de nombreux autres pays, désigner un ministre qui serait clairement responsable de la prévention.

Je vous ai énuméré divers points que je développe de façon plus détaillée dans mon mémoire. J'aimerais simplement insister sur quelques-uns d'entre eux.

Tout d'abord, je pense qu'il est très important d'avoir au niveau national une forme de structure permanente en matière de prévention du crime pour montrer la voie, assurer la promotion et faire des recommandations de politiques générales et particulières.

Il faut incontestablement accroître la recherche et le développement, définir les projets et les méthodes d'évaluation. Je pense qu'il est proprement scandaleux que le Canada se soit jusqu'à présent strictement contenté d'importer ce qui se fait en recherche et développement dans ce domaine. Nous nous vantons de la sécurité de notre collectivité, nous avons pour symbole national la GRC. Cela nous distingue clairement des Américains, et c'est un facteur d'unité. Il est proprement honteux que nous n'ayons ni recherche et développement, ni évaluation en matière de prévention.

Il faut aussi faire participer le public, naturellement, mais le public est bien souvent en avance sur le gouvernement. C'est peut-être donc le gouvernement qui devrait participer aux activités du public pour se rendre compte de l'importance de la prévention.